**CAHIER DES CHARGES**

1. **Informations générales**

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé de la mission | Technical support to implement green budgeting practices for local authorities in France |
| Bénéficiaire(s) | Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) and Direction du Budget (Ministère de l’Économie, des Finances et de l’Industrie) |
| Pays | France |
| Durée totale des jours prévus | 210 |

1. **Contexte et justification du besoin**

Expertise France est une agence publique qui conçoit et met en œuvre des projets de coopération technique internationale. Elle est membre du groupe des agences françaises de développement. L'Agence intervient dans quatre domaines prioritaires :

* la gouvernance démocratique, économique et financière
* la paix, la stabilité et la sécurité
* le climat, l'agriculture et le développement durable
* la santé et le développement humain.

Dans ces domaines, Expertise France assure l'ingénierie et la mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, mobilise l'expertise technique et joue un rôle de coordinateur de projets, associant expertise publique et savoir-faire privé.

Contexte spécifique au projet et au pays :

La budgétisation verte vise à aligner les budgets nationaux sur les objectifs de durabilité en identifiant, évaluant et communiquant systématiquement les dépenses et les recettes qui ont un impact sur les objectifs climatiques et environnementaux. Cette initiative de réforme renforce la transparence, la cohérence des politiques et la prise de décision éclairée, soutenant ainsi la transition vers une économie durable et résiliente.

Le cadre de gouvernance économique réformé de l'UE, qui est entré en vigueur en avril 2024, vise à garantir des finances publiques saines et durables tout en promouvant une croissance économique inclusive et durable. La réforme introduit des plans structurels budgétaires à moyen terme, exigeant des États membres qu'ils décrivent les politiques budgétaires, structurelles et d'investissement sur un horizon de quatre à cinq ans, avec des perspectives macroéconomiques s'étendant jusqu'à sept ans pour les réformes et les investissements. Ce cadre permet d'aligner les finances publiques sur les défis propres à chaque pays et sur les priorités de l'UE, notamment le "Green Deal" européen.

La directive européenne 2024/1265 récemment adoptée et le nouveau cadre de gouvernance économique de l'UE soulignent l'importance d'aligner les politiques fiscales sur les objectifs de durabilité et de climat. La directive exige des États membres qu'ils fassent rapport sur les risques macro-budgétaires découlant du changement climatique, sur les passifs éventuels liés au climat et sur le coût fiscal des catastrophes.

La communication sur le "Green Deal", le paquet "Fit for 55" et le cadre de gouvernance économique réformé de l'UE définissent un contexte politique ambitieux pour lutter contre le changement climatique, en soulignant la nécessité d'aligner les finances publiques sur les objectifs en matière de climat et d'environnement. La budgétisation verte est essentielle pour atteindre ces objectifs.

Entre 2021 et 2024, la Commission a mis en œuvre le programme de formation à la budgétisation verte, un projet d'appui technique multi-pays dans le cadre de l'instrument d'appui technique (IAT). Ce programme, basé sur le cadre de référence de la budgétisation verte de l'Union européenne, a permis de renforcer les capacités de 23 États membres en matière de budgétisation verte. Il se compose de quatre modules couvrant les principes fondamentaux, les méthodologies de marquage, les évaluations de l'impact environnemental et les échanges entre pairs. Le programme :

* a formé environ 1 200 participants
* a permis aux États membres de développer et de mettre en œuvre des cadres de budgétisation verte au niveau national.
* a favorisé la collaboration transfrontalière et créé une communauté de praticiens de la budgétisation verte parmi les fonctionnaires de l'UE.

**Mise en œuvre de pratiques efficaces en matière de budgétisation verte**

Ces besoins en matière d'assistance technique seront pris en compte dans le cadre de ce nouveau projet visant à mettre en œuvre des pratiques efficaces en matière de budgétisation verte. Les autorités bénéficiaires sont confrontées à des défis uniques dans la mise en œuvre de pratiques de budgétisation verte. Chaque pays a ses propres défis spécifiques, tels que l'élaboration de méthodologies de marquage, l'institutionnalisation de la budgétisation verte et l'intégration des évaluations d'impact environnemental dans les processus budgétaires. Malgré les progrès réalisés, chaque pays a besoin d'un soutien technique pour combler les lacunes en matière de capacités, de gouvernance et de gestion des données, et pour affiner les méthodologies d'identification et de catégorisation des dépenses vertes. Les pays bénéficieront de cette action grâce à un soutien sur mesure ainsi qu'à des activités communes visant à partager les expériences, à développer et à renforcer les méthodologies et à favoriser la collaboration transfrontalière.

La Croatie, la République tchèque, Chypre, le Danemark, la France, l'Irlande, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie et l'Espagne ont sollicité l'aide de la Commission européenne au titre du règlement (UE) 2021/240 instituant un instrument d'assistance technique (« règlement IAT »). La demande d'assistance technique a été évaluée par la Commission européenne conformément aux critères et principes visés à l'article 9 du règlement IAT et a été sélectionnée pour bénéficier d'un financement.

Les autorités nationales qui ont demandé une assistance technique et qui bénéficieront de ce projet sont les suivantes :

* Ministère des finances de la République de Croatie (Ministarstvo financija)
* Ministère des finances de Chypre
* Ministère des finances de la République tchèque (Ministerstvo financí České republiky)
* Ministère des finances du Danemark (Finansministeriet)
* Direction générale des finances publiques et Direction du budget, ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) et Direction du Budget (Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie)
* Département des dépenses publiques et de la réforme, Département des finances de l'Irlande (An Roinn Caiteachais Phoiblí, Bonneagair, Seirbhísí Poiblí, Athchóirithe agus Digiteachaithe)
* Bureau de la politique économique et des affaires internationales, Ministère des finances (Gabinete de Planeamento, Estratégia, Avaliação e Relações Internacionais (GPEARI) – Ministério das Finanças)
* Ministère de l'Environnement de Slovaquie (Ministerstvo životného prostredia Slovenskej republiky)
* Ministère des Finances de Slovénie (Ministrstvo za finance)
* Ministère de la Transition écologique et du Défi démographique d'Espagne (Ministerio para la Transición Ecológica y el Reto Demográfico)

1. **Objectifs et résultats poursuivis**
   1. **Objectif général**

La mission a pour objectif de d’apporter un soutien technique personnalisé pour la mise en œuvre des pratiques de budgétisation verte en France (au niveau infranational).

L'aide comprend le développement de méthodologies pour étiqueter les dépenses liées au climat, l'amélioration des cadres de gouvernance et le renforcement des capacités au sein des ministères nationaux.

* 1. **Objectifs spécifiques**

Dans le cadre du projet Implementing Effective Green Budgeting practices, Expertise France recrute un expert en économie de l'environnement et du climat ou en budgétisation verte, ayant une forte connaissance de la transition écologique en France et des législations liées aux pratiques de budgétisation verte, ainsi qu'une expérience/connaissance des derniers développements politiques au niveau de l'UE, à savoir Do No Significant Harm, les développements en matière de budgétisation verte au niveau de l'UE.

L'expert fournira un soutien technique aux fonctionnaires du ministère des finances et de l'économie (DGFiP et direction du budget), et à la direction générale des municipalités locales avec : le déploiement de la méthodologie de marquage pour les autorités locales, la fourniture de recommandations sur mesure pour une mise en œuvre efficace et le reporting de la méthodologie, ainsi que pour améliorer la coordination entre les institutions locales et nationales impliquées dans les pratiques de budgétisation verte, et la fourniture d'une formation sur mesure sur les méthodes de budgétisation verte au niveau infranational.

Le(s) expert(s) collaborera(ont) avec des fonctionnaires du Ministère des Finances et des points focaux des ministères concernés, ainsi qu'avec l'équipe de gestion de projet d'Expertise France, des responsables politiques de la Task Force pour la Réforme et l'Investissement (SG REFORM), et des experts techniques du Centre Commun de Recherche (CCR) de la Commission européenne.

* 1. **Résultats à atteindre**

Les administrations bénéficiaires renforcent leurs capacités de suivi et d'établissement de rapports sur les dépenses vertes grâce à des conseils méthodologiques.

1. **Description de la mission**
   1. **Activités prévues**

Le calendrier précis des activités sera convenu entre le(s) expert(s) sélectionné(s), les autorités bénéficiaires et l'équipe du projet.

|  |  |
| --- | --- |
| Résultats et calendrier prévisionnel | Activités |
| Rapport technique de la phase de démarrage  Juillet - septembre 2025 | Produire un rapport technique par pays dans lequel les analyses et les points d'action spécifiques au pays sont consignés et des recommandations spécifiques sont fournies. Pour produire ce résultat, l'expert désigné entreprendra les activités suivantes :   * + - * Mener des consultations avec les points focaux de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP), la Direction du Budget (Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie), et la Direction générale des collectivités locales (DGCL) et des recherches documentaires pour comprendre les aspects juridiques et techniques de l'ébauche existante de la méthodologie de marquage pour les autorités locales, soutenir les points focaux dans la planification du déploiement des méthodologies au niveau local,       * Identifier les lacunes en matière de connaissances et convenir du contenu et des participants clés du programme de formation et d'échange entre pairs.       * Participer à l'événement de lancement du projet. |
| Rapport technique sur le déploiement de la méthodologie de marquage  Septembre 2025- juin 2026 | Produire un rapport technique comprenant : une vue d'ensemble de la méthodologie (déjà développée par le groupe de travail des autorités nationales et locales françaises), un guide technique pour l'utilisation de la méthodologie, des recommandations sur la collecte de données, la visualisation et le rapport entre les informations sur le budget vert au niveau local et national, et un rapport d'évaluation et de résultats de la mise en œuvre pilote. L'expert technique désigné ou le groupe d'experts mobilisé par Expertise France travaillera en étroite coordination avec les représentants concernés de la DGFiP, de la Direction du budget et de la Direction générale des collectivités locales sur les activités suivantes :   * Develop a technical guide for using the methodology (user-friendly documentation with examples and case studies to help local authorities classify green spending and implement the markup) * Provide recommendations on data collection, visualisation, and reporting between local and state level information on green budgeting * Apply the tagging methodology to the agreed axes and budget items in key sectors * Evaluate the effectiveness of the pilot * The expert(s) shall collect feedback from stakeholders and provide guidance to improve the methodology and include a comprehensive overview of the tagging results with accessible data visualizations to ensure transparency in presenting findings to policymaker. |
| Rapport et lignes directrices  sur les méthodes de budgétisation verte au niveau local  Juin- octobre 2026 | Produire un rapport technique avec des lignes directrices sur la base des lacunes de connaissances identifiées dans la phase de démarrage, l'expert désigné développera un programme de formation avec au moins 4 modules de formation thématiques. Le contenu des modules de formation devrait se concentrer sur un bref contenu théorique et un contenu pratique important, par exemple des études de cas, des exercices, des discussions entre pairs et d'autres activités pratiques pour mettre en œuvre d'autres pratiques de budgétisation verte. Pour produire le résultat, l'expert désigné mettra en œuvre les activités suivantes :   * Draft a report with guidelines on the green budgeting gaps identified in the inception phase * Deliver training on the implementation of the guidelines that would entail to: * Develop and implement a training programme with at least 4 modules, including a "Train-the-Trainer" programme: a training of internal trainers (technical staff) for local authorities in collaboration with national institutions. * Evaluate training satisfaction |
| Contribution aux échanges entre pairs  Pendant toute la durée du projet | Accompagner les représentants des autorités locales lors d'ateliers et de discussions avec des pairs de France ou d'autres États membres de l'UE et signaler les bonnes pratiques qui pourraient être reproduites ou adaptées au contexte français. |
| Contribution au matériel de capitalisation  Pendant toute la durée du projet | Contribuer à des publications ou à d'autres documents, par exemple des informations sur les principales conclusions et les meilleures pratiques de la méthodologie d'étiquetage et des lignes directrices sur d'autres pratiques de budgétisation verte. L'objectif du matériel de capitalisation est de diffuser des approches ou des cadres communs potentiels qui peuvent guider la mise en œuvre cohérente et efficace de la budgétisation verte dans les États membres. |
| Rapport final et conférence finale  septembre 2027-décembre 2027 | Rendre compte des principales réalisations, des défis et des enseignements tirés de l'assistance technique fournie en matière de budgétisation verte. Participer à la conférence finale en présentant les progrès réalisés en France en matière de pratiques de budgétisation verte. |

* 1. **Livrables attendus**

Le calendrier précis des livrables sera convenu entre le(s) expert(s) sélectionné(s), les autorités bénéficiaires et l'équipe du projet.

* 1. **Coordination**

Le prestataire désignera un interlocuteur unique pour la mise en œuvre de projet.

Mme Marilou FIORENTINO, du département GOUVERNANCE sera l’interlocuteur unique du prestataire pour Expertise France.

Une réunion de lancement se tiendra 7 jours après la notification du contrat.

Une coordination étroite avec les équipes devra impérativement être mise en place dès la préparation des missions et jusqu’à leur finalisation. En outre, des échanges réguliers seront à prévoir sur l’état d’avancement des missions et éventuellement les difficultés rencontrées.

1. **Lieu, Durée et Modalités d’exécution**
   1. **Période de mise en œuvre : 01/09/2025 - 29/02/2028**
   2. **Date de démarrage : 01/09/2025**
   3. **Date de fin : 29/02/2028**
   4. **Durée effective par mission : 30 mois**
   5. **Planning/calendrier :**

*Le calendrier prévisionnel d’exécution des missions sera défini par la suite.*

1. **Expertise et profil demandés**
   1. **Nombre d’experts par mission :** 1-3
   2. **Profil de l’expert (des experts) désigné(s) en charge de l’exécution du contrat**
2. Qualifications et compétences :

* Titulaire d’un diplôme universitaire de 2ème cycle en administration, renforcement des organisations, en gestion ou expérience équivalente.
* Excellentes qualités /capacités :
  + de communication
  + de travail en équipe et relationnel
  + de transmission des savoirs
  + de synthèse et de rédaction
  + d’analyse et résolution des problèmes
  + de prise de décision et d’initiative
* Excellente maîtrise du français (écrit / oral) ou de l’anglais (écrit / oral) en fonction du pays d’intervention.

1. Expérience professionnelle générale

* Expérience professionnelle d’au moins 5 ans dans le domaine de l’Économie de l'environnement et/ou du climat, politique fiscale environnementale, gestion écologique des finances publiques notamment en Europe.
* Expérience professionnelle d’au moins 5 ans en lien avec la budgétisation verte.
* Bonne maîtrise des enjeux liés à la budgétisation verte, ainsi qu’à l’économie de l'environnement et du climat.

1. Expérience professionnelle spécifique

* Parfaite connaissance du contexte français.

1. **Compte-rendu de missions**

Un compte rendu (suivant le modèle fourni) devra être remis par mail à l’issue de mission : il correspond au livrable rapport de diagnostic synthétique pour justifier de la mission.

1. **Suivi-évaluation**

**Indicateurs de performance**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Intervention logic** | **Indicator** | **Values of reference**  *(per indicator)* | | **Sources and means of information** | **Assumptions** |
| **Baseline**  *(incl. source and reference date)* | **Target**  *(incl. reference date)* |
| Impact | Ministries of finance in the beneficiary Member States enhance processes for integrating environmental considerations into fiscal policies and public financial management | Number of Member States that implemented green budgeting practices  . | 5 have implemented green budgeting practices (DK, [ES](https://www.sepg.pap.hacienda.gob.es/sitios/sepg/en-GB/Presupuestos/InformesImpacto/iapgete2023/Paginas/IATE2023.aspx" \l ":~:text=SEPG:Report%20on%20the%20alignment%20of%20the%20General%20State%20Budget%20with%20the%20Ecological%20Transition.&text=The%20Ministry%20of%20Finance%2C%20through%20the%20General,the%20Recovery%2C%20Transformation%20and%20Resilience%20Plan%20(RTRP).), FR, IE, and [SI)](https://www.gov.si/assets/ministrstva/MF/Proracun-direktorat/Drzavni-proracun/NRP/Metodologija-za-zeleno-proracunsko-nacrtovanje.pdf), as [[published by DG ECFIN material on [[progress in 2024](https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-and-fiscal-governance/national-fiscal-frameworks-eu-member-states/green-budgeting-eu_en#other-relevant-material),](https://economy-finance.ec.europa.eu/document/download/b0eac9f9-fe44-43fe-9eb5-3225f436f488_en?filename=DG%20ECFIN_What%20has%20been%20achieved%20so%20far_0.pdf) a](https://economy-finance.ec.europa.eu/document/download/c12ebe1d-442f-4ee1-bfae-7bbfe06f9098_en?filename=dp196_en.pdf)](https://economy-finance.ec.europa.eu/document/download/c12ebe1d-442f-4ee1-bfae-7bbfe06f9098_en?filename=dp196_en.pdf)nd the respective national institutions | 5 | DG ECFIN Green Budgeting Survey and publications, JRC research repository, OECD Green Budgeting publications |  |
| Outcome(s) | The beneficiary administrations strengthen their governance and inter-ministerial coordination for implementing green budgeting | Number of MS who applied recommendations to improve task force groups | 2 (ES and SI) achieved through the previous TSI on Green Budgeting training, as reported in June 2024 by BA and Expertise France final narrative report of the project. | 5 | Interviews, final report, technical reports with tagging methodologies, project monitoring tool | Directors, Head of Units, and Head of Departments in the beneficiary MSs show commitment to advance PFM green reforms |
| The beneficiary administrations enhance their capacity for tracking and reporting green expenditure through methodological guidance, training and peer learning | Number of ministries of finances that improved green budgeting tools | 5 (ES, HR, IE, SI, PT) achieved through the previous TSI on Green Budgeting training, as reported in June 2024 by BA and Expertise France final narrative report of the project. | 10 | Final report, interviews, technical reports with tagging methodologies, project monitoring tool, knowledge assessment surveys | Civils servants engage in developing green budgeting tools and mobilising key actors among Ministries of Finance |
| Output 1 | Inception report | Number of joint reports | 0 | 1 | Inception report findings | Focal points and technical staff provide local experts with relevant documents, participate in technical briefings and mobilise relevant decision-makers in the Ministry of Finance |
| Output 3 | Technical report tagging methodologies package | Number of created tailored tagging methodologies | 0 | 5 | Technical reports with tagging methodologie*s* | Focal points and technical staff collaborate with the experts in the development and pilot implementation of the methodologies |
| Number of horizontal reports on budget tagging | 0 | 1 |
| Output 4 | Report with guidelines on other green budgeting practices (training material) | Number of tailored reports with guidelines | 0 | 4 | Technical report with guidelines | Focal points and technical staff mobilise relevant ministries and units that will be linking green budget tagging with other green PFM practices |
| Number of horizontal reports on other green budgeting practices | 0 | 1 |
| Output 5 | Final report and dissemination | Number of final reports with policy paper | 0 | 1 | Interviews, surveys, reports, final evaluation | MSs show engagement and will to integrate in short and medium term green budgeting practices |
| Number of Ministries of Finances that share the recommendations and horizontal outputs among decisions makers | 0 | 10 |

1. **Informations pratiques**